



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 14/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SAS SODIA AQUITAINE**

Avenue de l'Aquitaine  
33560 Sainte-Eulalie

Références : 2025\_UD33\_780  
Code AIOT : 0005211214

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement SAS SODIA AQUITAINE implanté Avenue de l'Aquitaine C/C GRAND TOUR 33560 Sainte-Eulalie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS SODIA AQUITAINE
- Avenue de l'Aquitaine C/C GRAND TOUR 33560 Sainte-Eulalie
- Code AIOT : 0005211214
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SODIA AQUITAINE (LECLERC) exploite une station service soumise :

- à enregistrement au titre de la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées ;
- à déclaration au titre des rubriques 4718 et 4734 de la nomenclature des installations classées.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Tableau de classement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Article 1.2 Annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Article 2.2.4 Annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
3	Flexibles	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Article 2.2.9 Annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Article 2.2.12 Annexe I	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Dispositif de sécurité	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Article 2.2.10 Annexe I	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Article 2.4.8 Annexe I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée avait principalement pour objectif de vérifier la résorption des écarts mis en évidence lors de la précédente inspection. L'inspection réalisée n'a pas mis en évidence de non conformités majeures.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Tableau de classement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Article 1.2 Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dossier installation classée
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;

- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté.

#### **Constats :**

Lors de la précédente inspection du 7 février 2018, l'inspection des installations classées avait constaté que l'exploitant avait établi son dossier installation classée sous forme papier.

Cependant, l'inspection avait constaté que la capacité de 2 cuves ne correspondait pas au dossier initial de la modernisation de la station service. En effet, 3 cuves neuves avaient été mises en place, 1 cuve existante avait été conservée et 2 cuves avaient été inertées. La répartition des carburants dans les 4 réservoirs ainsi que leurs volumes avaient donc été modifiés.

L'inspection des installations classées demandait donc, à l'exploitant :

- de faire part de la modification de son installation classée au service instructeur des installations classées ;
- de fournir la copie des justificatifs correspondants aux modifications (BSD, certificat de nettoyage, dégazage, attestation d'inertage ainsi que le rapport de diagnostic des sols et eaux souterraines réalisé).
- de fournir à l'inspection les plans à jour de la station service et confirmer le volume exacte de la cuve GPL (11 500 ou 10 000 litres - photo plaque identification cuve).

Lors de l'inspection du 10 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté :

- que l'exploitant a fait part des modifications de sa station service, à l'inspection des installations classées, par courrier du 29/08/2018 ;
  - que les plans à jour de la station service ont été transmis par courrier du 29/08/2018 ainsi qu'une photo de la plaque de la cuve de GPL indiquant un volume de 11 500 litres ;
  - qu'un bordereau de suivi de déchets dangereux, un certificat de dégazage et de neutralisation (béton) des cuves, une caractérisation des sols pollués à excaver ont été adressés (rapport du 17/05/2016 de la société BURGEAP), à l'inspection des installations classées, le 9 avril 2018.
- Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu présenter le dossier d'enregistrement et l'arrêté d'enregistrement de la station service.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit :

- disposer du dossier d'enregistrement et de l'arrêté d'enregistrement de la station service ;
- justifier de l'élimination des terres polluées comme préconisé par la société BURGEAP, dans son rapport du 17/05/2016.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 2 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Article 2.2.4 Annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. [...]

La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation.

Lorsque l'installation est exploitée en libre-service sans surveillance, le dispositif de coupure générale ci-dessus prescrit est manœuvrable à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie.

[...]

#### **Constats :**

Lors de la précédente inspection du 7 février 2018, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant :

- de préciser pourquoi le voyant « Alarme » des détecteurs de fuites des réservoirs 1 et 2 était allumé ;
- de prendre les dispositions nécessaires pour y remédier et s'assurer de leur bon fonctionnement.

Lors de l'inspection du 10 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les niveaux des réservoirs sont reportés au centre auto. L'inspection a vérifié ce report. Le niveau de toutes les cuves est bien effectif excepté la cuve de sans plomb 98 pour laquelle il y a un problème de connexion entre la sonde et le nouvel appareil de contrôle des niveaux. Ce problème est en cours de réparation.

L'inspection des installations classées a également constaté la présence de boutons poussoirs d'arrêt d'urgence sur chaque appareils de distribution.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier :

- de la réparation du report du niveau de la cuve de sans plomb 98 vers le centre auto ;
- de la présence de détecteurs de fuite avec alarme.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 3 : Flexibles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Article 2.2.9 Annexe I

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Flexibles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication.  Dans le cas des installations exploitées en libre-service, les flexibles autres que ceux présentant une grande longueur et destinés au transvasement de gazole et de carburants aviation sont équipés de dispositifs de manière à ce qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution.  [...]
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection : - l'exploitant nous a indiqué que les flexibles sont gérés par la société MADIC ; - l'inspection des installations classées a constaté que les flexibles étaient en bon état.  Néanmoins, l'inspection des installations classées a constaté que certains flexibles sont en contact avec le sol. Ce problème est lié aux usagers qui tirent trop fort les flexibles et brisent les cordelettes destinées à maintenir le flexible à l'enrouleur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour que les flexibles ne puissent pas trainer sur l'aire de distribution.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Dispositif de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Article 2.2.10 Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute opération de distribution ou de remplissage est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir quand le niveau maximal d'utilisation est atteint.  Pour les cas d'une exploitation en libre service sans surveillance, l'installation de distribution ou de remplissage est équipée : <ul style="list-style-type: none"> <li>d'un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil permettant de provoquer</li> </ul>

- la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution
- d'un dispositif de communication permettant d'alerter instantanément l'agent d'exploitation.

Dans les installations exploitées en libre-service surveillé, l'agent d'exploitation peut commander à tout moment, depuis un point de contrôle de la station, le fonctionnement de l'appareil de distribution ou de remplissage.

Les opérations de dépotage de liquides inflammables ne peuvent être effectuées qu'après la mise à la terre des camions citernes et connexion le cas échéant des systèmes de récupération de vapeurs entre le véhicule et les bouches de dépotage.

#### Constats :

Les appareils de distribution sont munis de limiteur de remplissage.

L'installation est équipée :

- de dispositifs d'arrêt d'urgence situés sur chaque appareil de distribution,
- d'un dispositif de communication intégré sur chaque écran d'appareil de distribution permettant d'alerter instantanément l'agent d'exploitation ou le PC Sécurité en libre service sans surveillance, par téléphone.

Ces dispositifs n'ont cependant pas été testés lors de l'inspection.

L'installation de dépotage de liquides inflammables est munie de la mise à la terre, par des tresses métalliques sur les flexibles, ainsi que du système de récupération de vapeurs entre le véhicule et les bouches de dépotage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Article 2.4.8 Annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation des installations

#### Prescription contrôlée :

Une formation du personnel lui permet :

- d'être sensibilisé aux risques inhérents à ce type d'installation ;
- de vérifier régulièrement le bon fonctionnement des divers équipements pour la prévention des risques ;
- de prendre les dispositions nécessaires sur le plan préventif et à mettre en oeuvre, en cas de besoin, les actions les plus appropriées. Le préposé à l'exploitation est en mesure de rappeler à tout moment aux usagers les consignes de sécurité.

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations font l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires, ceux-ci devant être présents à chaque poste de chargement et distribution ; en particulier, une procédure est mise en place, visant à s'assurer systématiquement

<p>que le tuyau est effectivement raccordé avant que ne commence le chargement du réservoir de stockage ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li> <li>- les instructions de maintenance et de nettoyage ;</li> <li>- les conditions de conservation et de stockage des produits.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection du 7 février 2018, l'inspection des installations classées a constaté que le personnel amené à travailler sur la station-service (3 personnes désignées) a reçu seulement une formation relative aux risques incendie.</p> <p>L'inspection des installations classées demandait donc, à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de préciser qu'une formation spécifique à la conduite d'une station service et aux dangers et aux inconvénients des produits utilisés ou stockés n'a pas été reçu par le personnel intervenant ;</li> <li>- qu'une formation soit organisée et formalisée pour le personnel intervenant.</li> </ul> <p>Lors de l'inspection du 10 octobre 2025, l'exploitant a indiqué que la station service était dorénavant toujours en libre service et qu'il n'y avait plus de personnes amenés à y travailler.</p> <p>Le responsable du centre auto et de la station service, ainsi que son adjoint, disposent d'une formation relative aux risques inhérents à la station.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.12 Annexe I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2 appareils incendie DN 100 situés à moins de 100 m doivent être présents.</p> <p>[...]</p> <p>Une réserve de produits absorbants &gt; 100 litres doit être présente.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté la présence de deux poteaux incendie à moins de 100 m de la station service et distants de moins de 150 m.</p> <p>Par contre, l'inspection des installations classées a constaté que certains bacs de produits absorbants étaient quasiment vides.</p>



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit régulièrement mettre à niveau le produit absorbant présent dans les réserves.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois